

VŒUX POUR L'ANNÉE 2022 – SÉKOU KOUNDOUNO

Chères Guinéennes, chers Guinéens,

L'année 2021 se clôt sur un relatif calme, après que notre pays ait connu une très forte agitation. **Je souhaite tout d'abord rendre hommage à tous nos martyrs**, morts sous les balles du dictateur. Leur combat n'aura pas été mené en vain, car à la fin c'est la liberté qui l'a emporté sur la dictature. **J'adresse une pensée émue à leurs familles**. Qu'elles puissent faire leur deuil et qu'elles soient fières de l'engagement de leurs enfants.

Les forces spéciales ont su prendre leurs responsabilités et agir dans le sens que le peuple attendait. Elles nous ont permis d'en finir avec un régime illégal et illégitime. Nous saluons leur acte et leur courage.

Cependant, tous les obstacles n'ont pas encore été franchis. Le chemin vers la démocratie est semé d'embûches. Tout est encore à faire avant que la Guinée puisse revendiquer le statut de pays véritablement démocratique. Mais nous y arriverons, et cela passe par cinq chantiers : nous devons refonder l'État, rendre toutes les institutions inclusives, rendre justice aux victimes de violences politiques et sociales, garantir le respect des libertés et construire l'unité nationale. C'est toute la Guinée et tous les Guinéens qui doivent agir en ce sens.

La refondation de l'État est un besoin impérieux. Le précédent régime avait bafoué tous les principes de la bonne gouvernance et avait érigé la corruption au rang de mode de gouvernement. Tout cela doit cesser définitivement. **La refondation de l'État passe par la mise en place d'institutions fortes** et crédibles, en lesquelles les citoyens peuvent avoir confiance. Des institutions fortes ne peuvent fonctionner que si elles sont dirigées par des hommes intègres, épris de la volonté de servir leurs concitoyens. C'est pourquoi **il faut bannir toute forme de recyclage de dirigeants ayant été mouillés dans le système de corruption généralisé du précédent régime.** La lutte contre la corruption doit être renforcée pour en finir avec ces pratiques, et ceci passe un renforcement de la séparation des pouvoirs et par une réelle indépendance de la justice.

L'État guinéen doit rendre toutes ses institutions inclusives. Le précédent régime recrutait ses cadres au sein d'un clan très réduit, qui confisquait le pouvoir à l'essentiel de la nation et n'en représentait qu'une partie. Les efforts à engager pour la démocratisation doivent passer par la mise en place d'institutions inclusives. Tous les citoyens doivent être en mesure d'y participer, quels que soient leur localité d'origine, leur âge ou leur sexe. Seuls le mérite et l'excellence doivent être les critères de sélection. Le pays a besoin de dirigeants intègres et compétents. Les institutions doivent également se démocratiser dans leur mode de fonctionnement : nous devons les rendre plus participatives et transparentes.

La justice est un besoin vital pour les familles des victimes. Le précédent régime a fait l'injustice et l'impunité ses boussoles. Aucun crime politique n'a jamais fait l'objet de procès depuis plus de dix ans. Les recommandations du rapport du grand imam et de l'archevêque sur la réconciliation ont été enterrées. Nous devons mettre la lutte pour la justice et la lutte contre l'impunité au cœur de nos priorités. Pour cela, **le procès du massacre et des viols du 28 septembre 2009 doit être lancé au plus vite, ainsi que les procès pour les meurtres des**

manifestants anti-3e mandat. Les recommandations du rapport des religieux doivent être mises en œuvre. Et à l'avenir, chaque crime politique devra être jugé sans délai par une cour totalement indépendante du pouvoir exécutif.

Le respect des libertés et des droits de l'homme doivent être au centre d'un État réellement démocratique. Le précédent régime avait allègrement bafoué ces principes en procédant à des arrestations arbitraires, en pratiquant l'assassinat d'opposants et de manifestants. Il avait entravé les libertés politiques, syndicales et d'association. Ces libertés doivent être rétablies totalement. **Le respect de l'opposition sociale ou politique est un principe non négociable** et sur lequel personne ne doit transiger. Nous devons prendre les dispositions nécessaires pour que tous les partis politiques et les organisations de la société civile puissent mener leurs activités et ne soient plus jamais inquiétés pour cela.

Enfin, **la Guinée doit réaliser l'unité nationale.** C'est sans doute le chantier le plus important, car sans une nation unie, nous retomberons inévitablement dans les travers que nous avons connus. Le précédent régime avait fait des divisions ethniques un moyen de régner sur le pays, créant des fractures que nous n'avons pas vues depuis des décennies au sein de la population. Nous devons en finir avec ces pratiques. Et tous les Guinéens doivent prendre leur part de responsabilité pour atteindre cet objectif. **La construction d'une nation unie, débarrassée de ses divisions ethno-régionales, est la base fondamentale sur laquelle nous pourrons enfin construire une véritable démocratie et engager le développement du pays.** Nous sommes tous des Guinéens, acceptons-nous malgré nos différences, malgré nos divergences politiques et favorisons le vivre ensemble et la paix sociale. La Guinée sera d'autant plus belle qu'elle sera unie autour de valeurs patriotiques.

Agissons tous à notre niveau pour que ces vœux soient réalisés en 2022.

Je vous souhaite une belle et heureuse année, prenez soin de vous, de vos proches et de votre pays.

Vive la Guinée !

Sékou Koundouno